

mondiale du commerce. L'initiative CARIBCAN a été prolongée jusqu'en 2007. Une loi ayant pour effet d'élargir la liste des produits et d'inclure le méthanol, les huiles lubrifiantes et les sacs de voyage, a été adoptée en 1998.

- Les investissements directs du Canada dans les Antilles atteignent plus de 20 milliards de dollars. Les investissements du Canada dans l'ensemble des pays de la CARICOM dépassent ceux qu'il fait dans tous les autres pays, à l'exception des États-Unis et du Royaume-Uni. Les services financiers, qui sont concentrés dans la Barbade et les Bahamas, constituent la principale activité liée à l'investissement. Les investissements canadiens à la Barbade totalisent à eux seuls 14 millions de dollars.
- Les investissements dans les Antilles se sont diversifiés vers la fin des années 1990, et l'activité commerciale a augmenté dans le secteur de l'énergie à Trinité-et-Tobago ainsi que dans les secteurs miniers au Guyana et au Suriname. Le Canada a signé des accords sur la protection des investissements étrangers avec la Barbade et Trinité-et-Tobago. Des négociations ont été engagées avec les Bahamas, le Guyana et la Jamaïque.
- Le Canada reconnaît que les petites économies font face à des défis lorsqu'elles négocient des accords commerciaux; c'est pourquoi il appuie la création du Groupe consultatif de la ZLEA sur les économies de petite taille.
- Le Canada fournit un renforcement des capacités et une aide technique liée aux échanges commerciaux à l'appareil de négociation commercial de la CARICOM.

Coopération au développement

- L'aide au développement que le Canada fournit aux Antilles s'effectue grâce à l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'aide globale du Canada aux pays antillais membres du Commonwealth s'est stabilisée aux alentours de 26 à 29 millions de dollars par an.
- En 1998-1999, le Canada a fourni 41,22 millions de dollars en aide à Haïti.
- Le Canada a aussi des programmes régionaux se chiffrant à environ 8 millions de dollars par année. Les objectifs de l'ACDI sont d'aider les pays de la CARICOM à devenir plus concurrentiels dans l'économie régionale et mondiale grâce au développement des ressources humaines et au renforcement de leurs institutions. Le Canada vise aussi à renforcer la capacité de la région de gérer son environnement et ses ressources naturelles.